

Les baisses d'impôts mises sur pause

Politique Les députés ont été saisis de deux projets de loi PLR et UDC réduisant certains impôts. Échec. En cause, le déficit cantonal.

Les baisses d'impôts sont-elles désormais sur pause à Genève? C'est ce qu'on peut déduire du refus de deux projets de loi au Grand Conseil vendredi. Leur adoption aurait privé le Canton d'environ 25 millions. Jadis, l'amputation n'aurait pas fait sourciller, mais les temps changent: «L'éléphant est dans la pièce: c'est le déficit budgétaire du Canton», assure la ministre des Finances, Nathalie Fontanet.

À qui auraient-elles profité?

Déposé par le PLR en 2018, le premier texte proposait d'accroître les déductions des versements au 3^e pilier. Le député Yvan Zweifel le défend: «C'est un projet fiscal, certes, mais avant tout un plus pour la prévoyance, dit-il, et son impact serait infime sur les finances publiques.» Le second, présenté par l'UDC, veut pour sa part supprimer une franchise sur les déductions pour les frais maladie et accident.

Petit problème, les baisses d'imposition auraient surtout profité aux hauts revenus. Selon les calculs de l'administration, le projet PLR aurait eu «un impact majeur pour les personnes disposant d'un 3^e pilier et de revenus supérieurs à 200'000 francs. Les personnes ayant des revenus de 600'000 à 1 million, voire plus de 2 millions de francs, sont celles qui bénéficieront le plus de cette économie.»

Même problématique avec le projet UDC, qui aurait suscité «des gains d'en moyenne 1000 francs pour les revenus supérieurs à 2 millions de francs, alors qu'il faudrait 180'000 francs de revenus pour bénéficier d'un gain de 100 francs», indique le rapport de minorité de Julien Nicolet-dit-Félix (Les Verts).

À gauche, on proteste. Le socialiste Thomas Wenger dénonce «l'orgie de baisse fiscale qui continue» et dresse la liste des dernières baisses d'impôt votées récemment. Il prédit que la diminution des recettes de l'État conduira la droite à frapper dans les prestations pour diminuer les charges.

Thomas Wenger prédit que la diminution des recettes de l'État conduira la droite à frapper dans les prestations pour diminuer les charges.

Le député Stefan Balaban (LJS) dénonce les tentations d'ouvrir une nouvelle niche fiscale. L'UDC et le MCG estiment au contraire que l'augmentation des déductions aiderait la classe moyenne, ce qui fait tousser Sébastien Desfayes (Le Centre), qui considère qu'on parle ici d'optimisation fiscale sous couvert de prévoyance, peu opportune «politiquement» vu la situation financière du Canton et peu facile à vendre à la population en cas de référendum. Le projet UDC est aussi débattu et combattu avec les mêmes arguments.

Au final, les baisses sont refusées par une majorité composée du PS, des Verts, de LJS et du Centre, contre une minorité UDC, MCG et PLR.

Marc Bretton